



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 10 juillet 2025

ZOOM : VENEZUELA – REPRISE DES ECHANGES BILATERAUX EN 2024, QUI PERDURE DEBUT 2025 MALGRE UN DURCISSEMENT DES SANCTIONS AMERICAINES 2

Bolivie 3

Au S1 2025, l'inflation annuelle aurait atteint 15,53 %. 3

La Banque mondiale classe la Bolivie comme le seul pays d'Amérique du Sud avec un
revenu intermédiaire bas. 3

Colombie 3

En juin, l'inflation en glissement annuel s'est élevée à 4,82 %. 3

En mai, le taux de chômage est de 9 %, le plus faible depuis 2001 ; mais la part de
l'informalité augmente. 3

En mai, l'indice de confiance commerciale diminue, et l'indice de confiance industrielle
augmente. 4

Equateur 4

Au T1 2025, les remesas augmentent de +23,7 % en g.a. 4

Début juillet, la production pétrolière baisse de -64 %. 4

Guyana 5

ExxonMobil a restitué 20 % de ses parts du bloc Stabroek au gouvernement guyanien. 5

Pérou 5

Les réserves internationales du Pérou ont atteint le montant record de 87 Md\$. 5

Au S1 2025, les recettes fiscales ont augmenté de +13,8 %. 5

Suriname 6

Jennifer Simons est élue présidente du Suriname. 6

La compagnie pétrolière Hess se retire du bloc 59. 6

Venezuela 6

Le Parlement européen approuve l'inclusion du Venezuela à la liste européenne des
pays à haut risque. 6

La licence générale 40D est renouvelée pour 3 mois. 6

Zoom : Venezuela – Reprise des échanges bilatéraux en 2024, qui perdure début 2025 malgré un durcissement des sanctions américaines

En 2024, les échanges commerciaux de biens entre la France et le Venezuela ont légèrement progressé, s'élevant à 156 M€ (vs. 150 M€ en 2023, +4 %). Le Venezuela était le 128^{ème} partenaire commercial mondial de la France, son 129^{ème} client et son 109^{ème} fournisseur. Dans la zone Amérique latine et Caraïbes, il était son 17^{ème} partenaire, son 17^{ème} client et son 14^{ème} fournisseur. En 2023 (dernières données disponibles), la France était le 11^{ème} partenaire commercial du Venezuela, son 19^{ème} fournisseur et son 11^{ème} client. A l'échelle européenne, la France était son 4^{ème} partenaire, son 4^{ème} client et son 4^{ème} fournisseur.

En 2024, les exportations de biens ont atteint 70 M€, soit une progression de +113 % par rapport à 2023, un niveau inégalé depuis 2016 (214 M€). Cette hausse s'explique en grande partie par la reprise économique du Venezuela, suite à l'octroi, par l'administration Biden, de la General Licence 41 (GL41) à la compagnie pétrolière américaine Chevron en février 2022. Cette licence a favorisé une relance du secteur pétrolier vénézuélien (+15,4 % de croissance de la production), accompagnée d'une reprise économique du pays (croissance estimée entre +4 % et +5,5 %). **Les produits des industries agroalimentaires (18,9 M€, +430 %) et les produits pétroliers raffinés (22,1 M€, +255 %) ont représenté près de 60 % des exportations françaises vers le Venezuela.** Les exportations d'autres produits industriels ont aussi progressé (+28,1 %, 18,5 M€), portées par les produits chimiques, parfums et cosmétiques (+33 %, 11,3 M€), tandis que les ventes d'équipements mécaniques ont crû de +32 %, à 8,8 M€, essentiellement grâce aux machines agricoles et industrielles (+45 %, 8 M€).

Les importations françaises de biens ont diminué de -26,2 %, atteignant 86 M€ en 2024 (vs. 116,5 M€ en 2023). Cette contraction fait suite à une tendance à la hausse entre 2021 et 2023 (+77 %), amorcée après le début de l'assouplissement des sanctions. Les achats français se concentrent sur deux postes : les produits agroalimentaires (74,4 M€, -27,9 %) et les produits agricoles et piscicoles (8,6 M€, -13,9 %), qui totalisent ensemble 96,5 % des importations. La baisse générale des importations vénézuéliennes vers la France pourrait s'expliquer par la fragilité persistante de l'économie vénézuélienne et par la méfiance des marchés. Par ailleurs, **la pénurie de machines et d'équipements que connaît le secteur agricole vénézuélien** (80 % des besoins non couverts, parc obsolète de 18 ans en moyenne selon la Chambre vénézuélienne des distributeurs de pièces détachées et d'équipements) **pourrait expliquer non seulement la baisse des importations françaises de produits agroalimentaires, mais aussi l'augmentation des exportations vers le Venezuela** de produits agroalimentaires et de machines industrielles et agricoles.

Le solde des échanges de biens reste en défaveur de la France, qui enregistre un déficit commercial de -15,9 M€, toutefois en réduction par rapport à 2023 (-81 %, -83,6 M€ en 2023). Cette contraction est notamment due à la réduction des déficits liés aux produits agroalimentaires (-44 %, -55,7 M€) et aux produits agricoles et piscicoles (-18 %, -7,3 M€). En parallèle, la France enregistre des excédents sur certains segments : +22,1 M€ pour les produits pétroliers raffinés, +15,7 M€ pour les autres produits industriels, et +8,7 M€ pour les équipements mécaniques.

Bolivie

Au S1 2025, l'inflation annuelle aurait atteint 15,53 %.

Ce taux est l'un des plus élevés enregistrés au cours des dernières années, et il représente plus du double des prévisions pour l'année du gouvernement bolivien (7,5 %). En juin, l'inflation mensuelle s'est établie à 5,21 %, marquant la hausse la plus forte depuis le début de l'année. Les produits ayant le plus contribué à cette augmentation sont principalement alimentaires : le bœuf, le poulet, les repas préparés. Les analystes ont reconnu que le niveau d'inflation était particulièrement élevé, et l'ont attribué aux blocages internes, à la pénurie de devises et aux difficultés d'approvisionnement en carburant. Par ailleurs, l'Institut national des statistiques bolivien a récemment publié les chiffres relatifs à la croissance du PIB pour l'année 2024 : celle-ci est arrêtée à 0,7 %, soit un résultat nettement inférieur aux 3,71 % anticipés dans le budget général de l'État.

La Banque mondiale classe la Bolivie comme le seul pays d'Amérique du Sud avec un revenu intermédiaire bas.

Dans son classement annuel des économies mondiales de 2025, la Banque mondiale a classé la Bolivie comme le seul pays d'Amérique du Sud appartenant à la catégorie des pays à revenu intermédiaire bas (soit un revenu national brut par habitant compris entre 1146 et 4515 \$). Cette classification, qui couvre 216 économies et est actualisée chaque 1^{er} juillet, repose sur le revenu national brut (RNB) par habitant de l'année précédente exprimé en USD. Tous les autres pays de la région figurent dans les catégories à revenu intermédiaire supérieur ou à revenu élevé. Le Chili et l'Uruguay, notamment, se positionnent désormais dans la catégorie des pays à revenu élevé, la plus favorable du classement. Depuis la fin des années 1980, la

structure de cette classification a évolué : le nombre de pays à faible revenu a progressivement diminué, tandis que celui des pays à revenu élevé a régulièrement augmenté, reflétant les dynamiques de la croissance économique mondiale.

Colombie

En juin, l'inflation en glissement annuel s'est élevée à 4,82 %.

Avec ce chiffre, l'inflation en Colombie enregistre une baisse pour le troisième mois consécutif. Par ailleurs, en juin, l'inflation mensuelle s'est établie à 0,10 %, et l'inflation cumulée depuis le début de l'année à 3,74 %. A titre de comparaison, en juin 2024, l'inflation en glissement annuel était de 7,18 %, tandis qu'en avril et en mai 2025 elle se chiffrait à respectivement 5,16 % et 5,05 %. L'inflation en g.a. a été la plus forte dans le secteur de l'éducation, qui a enregistré un taux de 7,54 %, suivi par la restauration et l'hôtellerie (7,44 %) et les transports (5,27 %). Par ailleurs, le prix du gaz a connu une hausse de 19,51 %. L'information et la communication est le seul secteur qui a connu une variation négative, avec -1,46 %.

En mai, le taux de chômage est de 9 %, le plus faible depuis 2001 ; mais la part de l'informalité augmente.

Ce chiffre représente une diminution de 1,3 p.p. par rapport à mai 2024, qui serait notamment due à la création de 900 000 emplois entre janvier et avril 2025, dont 70 % d'emplois informels. Cette dynamique s'est traduite par une hausse de +2,8 % en g.a. du nombre de personnes employées entre février et avril 2025 ; sur cette même période, l'emploi informel a crû de +5 %, menant à une augmentation de +0,5 points du taux d'informalité qui s'établirait à 56,8 %.

Les secteurs employant le plus de personnes sont le commerce et la réparation de véhicules (17,4% de la population occupée ; +0,5% en g.a.), l'agriculture et l'élevage (14,8% ; +0,3%) et les services publics (12,2% ; +0,2%). En termes de création d'emplois, les transports et le stockage (+0,8%) ainsi que les activités scientifiques, techniques et administratives (+0,6%) étaient les plus dynamiques.

En mai, l'indice de confiance commerciale diminue, et l'indice de confiance industrielle augmente.

En mai 2025, l'indice de confiance commerciale s'est établi à 21,0 %, en baisse de 3,9 p.p. par rapport à avril (24,9 %). Cette diminution s'explique principalement par une hausse du niveau des stocks, pouvant indiquer un ralentissement des ventes ou une accumulation non désirée de produits ; et par une détérioration des attentes économiques à six mois. Par rapport à mai 2024, l'indice de confiance commerciale a augmenté de 8,5 p.p. Par ailleurs, l'indice de confiance industrielle s'est élevé à 6,1 %, suite à une hausse de 6,4 p.p. (vs. -0,3 % en avril). Cette progression s'explique par une amélioration dans les attentes de production pour le trimestre à venir, par une hausse du volume actuel des commandes, et par une diminution du niveau des stocks. Par rapport à mai 2024, l'indice de confiance industrielle a augmenté de 11,5 p.p.

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en glissement annuel	Ce jour
Bourse (COLCAP)	-1,1%	34,4%	1675
Change USD/COP	0,5%	2,6%	4026
Change EUR/COP	15,8%	12,2%	4717
Prix du baril (Brent, USD)	1,7%	-15,4%	70,19

Equateur

Au T1 2025, les remesas augmentent de +23,7 % en g.a.

Au T1 2025, les remesas (transferts de fonds de migrants vers leur pays d'origine, généralement à leur famille) à destination de l'Equateur se sont élevées à 1,7 Md\$, enregistrant une hausse annuelle de +23,7 %, mais une diminution de -3,5 % par rapport au trimestre précédent. Les Etats-Unis restent la principale source de remesas pour l'Equateur, représentant 75,6 % du total, soit 1,3 Md\$ (+32,4 % en g.a.). L'Espagne arrive en deuxième position avec 14,6 % des transferts, soit 251 M\$, présentant une légère baisse trimestrielle mais une hausse annuelle de +10,4 %. Au T1 2025, les envois s'élevaient à 335 \$ en moyenne. Les remesas ont représenté près de 5 % du PIB en 2024.

Début juillet, la production pétrolière baisse de -64 %.

Cette contraction s'explique par la fermeture progressive des puits, liée à la suspension du transport de pétrole brut par les deux principaux oléoducs du pays. Ces derniers ont été endommagés par des éboulements causés par les fortes pluies en Amazonie. Le 6 juillet dernier, la production nationale atteignait seulement 167 000 bpj, bien en dessous de l'objectif de 470 500 bpj. Petroecuador (compagnie pétrolière publique de l'Equateur) a vu sa production baisser de -68 % en g.a., tandis que celle des compagnies privées a diminué de -47 %. Le 7 juillet, l'extraction de brut a repris dans l'Oleoducto de Crudos Pesados (OCT). Le second oléoduc (SOTE), géré par Petroecuador, reste inactif depuis le 2 juillet à cause de la montée des eaux du fleuve à proximité. Petroecuador a déclaré l'état de force majeure et travaille sur un contournement, qui n'est pas encore opérationnel. Cette crise a entraîné l'arrêt

progressif des puits depuis le 2 juillet et le report des exportations de pétrole du pays.

Guyana

ExxonMobil a restitué 20 % de ses parts du bloc Stabroek au gouvernement guyanien.

ExxonMobil et ses partenaires Hess et CNOOC ont restitué au gouvernement du Guyana 2 500 km² du bloc offshore Stabroek, soit environ 9,5 % de sa superficie totale de 26 800 km². Cette cession répond à une obligation contractuelle inscrite dans l'accord de partage de production signé en 2016, qui impose de restituer les zones sans découvertes commerciales ni activités d'évaluation ou de production. La zone rendue ne comprend donc aucun gisement ou projet pétrolier en cours. Initialement attendue en 2023, la restitution du bloc avait été repoussée à octobre 2024 par une prolongation accordée par l'ancien président. Depuis la première découverte en 2015, le bloc Stabroek a généré plus de 30 découvertes pétrolières et cumule aujourd'hui plus de 11 Mds de barils de ressources prouvées, avec une production actuelle dépassant les 600 000 bpj. Le projet Whiptail, en cours de développement, prévoit d'augmenter cette capacité à 1,3 million bpj.

Pérou

Les réserves internationales du Pérou ont atteint le montant record de 87 Md\$.

La Banque centrale péruvienne (BCRP) a récemment annoncé que **les réserves internationales nettes du pays avaient atteint un niveau historique de 87,1 Md\$ au cours du S1 2025, contre 81,6 Md\$ en janvier 2025.** Ces chiffres ont été présentés lors de l'événement « Perspectives et défis pour le Pérou dans un nouvel environnement mondial : 2025-2026 »,

organisé par la Chambre de commerce Australie-Pérou. À cette occasion, le président de la BCRP, Julio Velarde, a souligné que ce niveau record des réserves marque une étape majeure dans l'histoire économique du pays et reflète la solidité de ses finances.

Parallèlement, selon les données du ministère de l'Énergie et des Mines, **les investissements miniers prévus pour 2025 dépasseront les 64 Md\$.** Cette hausse s'explique par l'ajout de nouveaux projets ainsi que par la réévaluation à la hausse d'investissements déjà programmés. À eux seuls, les nouveaux projets liés à l'or, à l'argent et au cuivre pourraient générer jusqu'à 34 Md\$ par an, ce qui représenterait environ 11,7 % du PIB du Pérou.

Au S1 2025, les recettes fiscales ont augmenté de +13,8 %.

Au S1 2025, les recettes fiscales nettes du gouvernement péruvien ont atteint 25,2 Md\$, soit une hausse de 3,4 Md\$ par rapport à la même période en 2024 (21,8 Md\$). L'amélioration du mois de juin est principalement attribuable à la bonne performance de l'économie en mai, qui s'est traduite par une augmentation des paiements d'obligations fiscales en juin. Par ailleurs, la hausse des importations en juin a également contribué à l'augmentation des recettes fiscales : les importations de biens de consommation ont progressé de +13,5 %, celles de matières premières et de produits intermédiaires de +10,2 %, et celles de biens d'équipement et de matériaux de construction de +11,8 %. Enfin, les efforts intensifiés de la SUNAT (Superintendence nationale des douanes et de l'administration fiscale) en matière de facilitation, de contrôle, d'inspection et de recouvrement des obligations fiscales ont également renforcé les performances fiscales au cours de cette période.

Suriname

Jennifer Simons est élue présidente du Suriname.

Suite aux élections législatives du 25 mai (voir [nos précédentes brèves](#)), le NDP (gauche) et le VHP (centre, parti de l'ancien président Chan Santokhi) avaient récolté respectivement 34 % et 32 % des voix, obtenant ainsi 18 et 17 des 51 sièges que compte l'Assemblée nationale. À l'issue de ce scrutin, **l'Assemblée nationale a élu, le 6 juillet, Jennifer Simons (NDP) à la présidence du pays**, accompagnée de Greg Russia (NPS, centre-gauche) au poste de vice-président. Leur investiture officielle est prévue le 16 juillet. Après cette dernière, le président sortant et leader du parti VHP Chan Santokhi siégera comme député, après avoir obtenu le plus grand nombre de voix individuelles aux dernières élections. Son parti devient ainsi la principale force d'opposition.

La compagnie pétrolière Hess se retire du bloc 59.

La compagnie états-unienne Hess a annoncé son retrait définitif du bloc offshore 59, mettant fin à huit années d'activités d'exploration sans qu'aucun forage exploratoire n'ait été réalisé. Après le retrait en 2023 de ses partenaires ExxonMobil et Equinor, Hess était restée seule sur ce bloc de 11 500 km². Bien que l'entreprise ait rempli ses obligations minimales, notamment la collecte de données sur la zone, elle n'a pas trouvé de nouveaux partenaires pour financer un forage.

Le bloc 59, dont le contrat de partage de production avait été signé en 2017 avec Staatsolie (compagnie pétrolière publique du Suriname), sera désormais restitué au Suriname. Staatsolie compte l'intégrer dans sa stratégie de développement de la zone

offshore, visant à contracter la plus grande partie possible de la zone maritime du Suriname à des parties internationales; à l'heure actuelle, environ la moitié des zones maritimes sont déjà sous contrat avec des compagnies pétrolières et gazières internationales.

Venezuela

Le Parlement européen approuve l'inclusion du Venezuela à la liste européenne des pays à haut risque.

Le Parlement européen a récemment validé sans objection la proposition de la Commission européenne (publiée le 10 juin, voir [nos précédentes brèves](#)) **d'inclure le Venezuela dans la liste des pays à haut risque en matière de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme**, aux côtés de neuf autres pays.

Cette classification n'implique pas de sanctions à l'encontre de ces pays, mais oblige les banques européennes à renforcer les contrôles sur les opérations impliquant des clients ou des entités qui en sont originaires. Cette liste est régulièrement réexaminée.

La licence générale 40D est renouvelée pour 3 mois.

Le 7 juillet dernier, **l'OFAC a publié la licence générale n° 40D, qui autorise certaines transactions liées au gaz de pétrole liquéfié (GPL) avec le Venezuela**, malgré le maintien des sanctions contre PDVSA jusqu'au 5 septembre 2025. Cette mesure vise à faciliter l'importation et la distribution de gaz destiné à un usage domestique, afin de répondre à une crise énergétique jugée critique pour la population.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md USD)	PIB/hab. à prix courants (m USD)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2024	2025 p.	2025 p.	2025 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2025 p.
Bolivie	12,4	56,3	4,5	1,3	1,1	-2,5	92,4	108	+5	15,6
Colombie	53,1	427,8	8,1	1,7	2,4	-2,3	59,7	83	+2	4,1
Equateur	18,1	125,7	6,9	-2,0	1,7	3,4	55,0 (2024)	88	+1	3,4
Guyana	0,8	25,8	32,3	43,6	10,3	8,9	27,7	89	+6	4,2
Pérou	34,4	303,3	8,8	3,3	2,8	1,7	33,7	79	0	2,0
Suriname	0,7	4,5	6,9	3,0	3,2	-34,0	86,6	114	+2	7,4
Venezuela	26,7	108,5	4,1	5,3	-4,0	0	164,2 (2024)	121	0	254,4
Argentine	47,6	683,5	14,4	-1,7	5,5	-0,4	73,1	47	0	20,0
Brésil	213,4	2 126,0	10,0	3,4	2,0	-2,3	92,0	84	+2	5,3
Chili	20,2	343,9	17,0	2,6	2,0	-2,0	43,0	45	0	3,9
Mexique	133,4	1 692,6	12,7	1,5	-0,3	-0,5	60,7	81	+3	3,4

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Madeleine AMIEL-JOURDAA, Andrés BRAGANZA, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Carla SAEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)